



[3 QUESTIONS À...]

PIERRE BAUDRACCO

Coprésident du Conseil national du logiciel libre (CNLL) et fondateur de [BlueMind](#)

Souveraineté numérique : « les collectivités veulent bien changer d'outil mais elles n'acceptent aucun changement dans leurs habitudes de travail »

Nous devons adopter des solutions souveraines afin de maîtriser nos données et nos infrastructures. C'est le message que délivre Pierre Baudracco. Mais sur le terrain, la réalité est tout autre. Les collectivités veulent bien changer à condition de ne pas perturber leur organisation.



Dans un environnement marqué par l'accélération des usages numériques, la souveraineté numérique n'est plus un concept théorique. Quels sont les enjeux ?

La souveraineté se définit par la capacité de pouvoir faire ses propres choix et de les préserver. Jusqu'à présent, la notion de souveraineté numérique était pour un certain nombre de personnes assimilée au lieu où étaient conservées les données. Or, c'est aussi pouvoir se mettre à l'abri de toute décision non souveraine, donc étrangère, qui pourrait avoir un impact sur le fonctionnement de nos organisations tant certaines solutions y sont ancrées. Le contexte géopolitique actuel le montre. Associée à la souveraineté, il y a aussi la capacité à discuter les prix et négocier avec ses fournisseurs. Or aujourd'hui, notre souveraineté numérique est menacée par notre dépendance technique envers des acteurs hégémoniques extra-européens, capables d'imposer des hausses de prix à répétition ou la fin de support de certaines solutions très utilisées. L'annonce du géant américain Microsoft de la fin du support d'Exchange pour pousser progressivement les clients vers

Microsoft 365 a suscité de vives réactions dans les collectivités locales qui en sont largement équipées. Lors du 35^e congrès du coTer Numérique qui a réuni plus de 1400 personnes dont quelque 800 DSI, en juin dernier à Reims, le discours d'ouverture était consacré à la souveraineté numérique. La prise de conscience, chez les DSI et chez les responsables des collectivités locales, de disposer de solutions souveraines, est de plus en plus forte. Il y a notamment un enjeu financier.

Pour quelles raisons la messagerie électronique est-elle devenue un point critique de souveraineté ?

Indispensables dans le quotidien des élus, des DGS, des DGA et des agents, la messagerie et les espaces collaboratifs sont profondément ancrés dans les systèmes informatiques des collectivités locales. Or, la transition forcée vers le cloud de Microsoft ainsi que les exigences de la doctrine cloud de l'État, obligent les collectivités à revoir leur stratégie pour l'ensemble des postes de travail. Basculer vers la nouvelle version de Microsoft basée sur le web et le

cloud brise la compatibilité avec certaines applications métiers et aura un impact direct sur les budgets déjà restreints des collectivités. Si nous ne parvenons pas à reprendre en main nos propres outils, nous allons tous subir ces augmentations imposées. De plus en plus d'administrations et de collectivités songent à remplacer les suites américaines par des solutions européennes ou françaises open-source déjà disponibles sur le marché. Du côté des messageries, des alternatives existent déjà comme Zimbra ou BlueMind. Cette dernière notamment permet aux clients de concrétiser la sortie des solutions Microsoft vers une messagerie souveraine, sans compromis sur l'expérience utilisateur. La migration de Microsoft 365 vers la solution BlueMind a permis à la ville de La Courneuve (93) d'économiser environ 200 000 € sur deux ans.

Quels sont les freins liés à la sortie de Microsoft ?

Le vrai sujet ce sont les usages. Comment une collectivité qui utilise les mêmes outils depuis vingt ans, qui a plus de 200 métiers à traiter et dont les budgets sont en baisse, va pouvoir en-

caisser un changement sur un outil a priori satisfaisant, alors qu'elle doit gérer tellement de sujets au quotidien ? Voilà le vrai sujet ! Les collectivités veulent bien changer d'outil mais elles n'acceptent aucun changement dans leurs habitudes de travail. Ce ne sont pas que les habitudes prises dans la messagerie qui vont changer, ce sont aussi les process métiers qui sont impactés par le changement. Souvent, les DSI se demandent comment gérer l'impact opérationnel auprès des utilisateurs qui n'ont que très peu de temps et ne sont pas vraiment motivés par le changement. C'est à nous prestataires de nous adapter à leur fonctionnement et à leurs contraintes. Nous devons comprendre que les collectivités ne peuvent pas avoir une rupture d'usage. Nous devons nous plier à un contexte ainsi qu'à des outils existants avant de pouvoir envisager une transition. En particulier en messagerie, où Outlook est utilisé par tous les agents de la collectivité. L'exigence principale de l'INSEE dans sa migration vers BlueMind était de pouvoir conserver le client Outlook.

BK